MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 06 novembre 2026

Edito

Le 4 novembre, **la Commission européenne a publié ses rapports annuels sur les progrès des pays candidats** dans le processus d'adhésion. Sans surprise, deux groupes se distinguent.

D'une part, **le Monténégro et l'Albanie affichent des avancées significatives** tant au regard des résultats des autres pays qu'en comparaison aux années précédentes.

D'autre part, **la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord et la Serbie stagnent**. Ces pays enregistrent au mieux quelques progrès sur des aspects techniques. En Bosnie-Herzégovine et en Serbie, la Commission observe même des reculs sur les fondamentaux, voire un désengagement dans la trajectoire européenne pour Sarajevo qui deux ans après avoir obtenu formellement le statut de candidat n'a toujours pas réussi à nommer de négociateur en chef.

Cette impression d'élargissement à deux vitesses s'illustre aussi dans la publication de feuilles de route (*roadmaps*) pour l'Albanie et le Monténégro. Ces documents nouveaux précisent les objectifs de calendrier d'adhésion des deux pays (signature du traité d'adhésion pour le Monténégro en juin 2027) et les opportunités d'intégration graduelle renforcée dans l'esprit des annonces de la Commission de début octobre ; la Commission proposait de donner accès aux pays candidats à certaines politiques européennes avant l'adhésion sous certaines conditions.

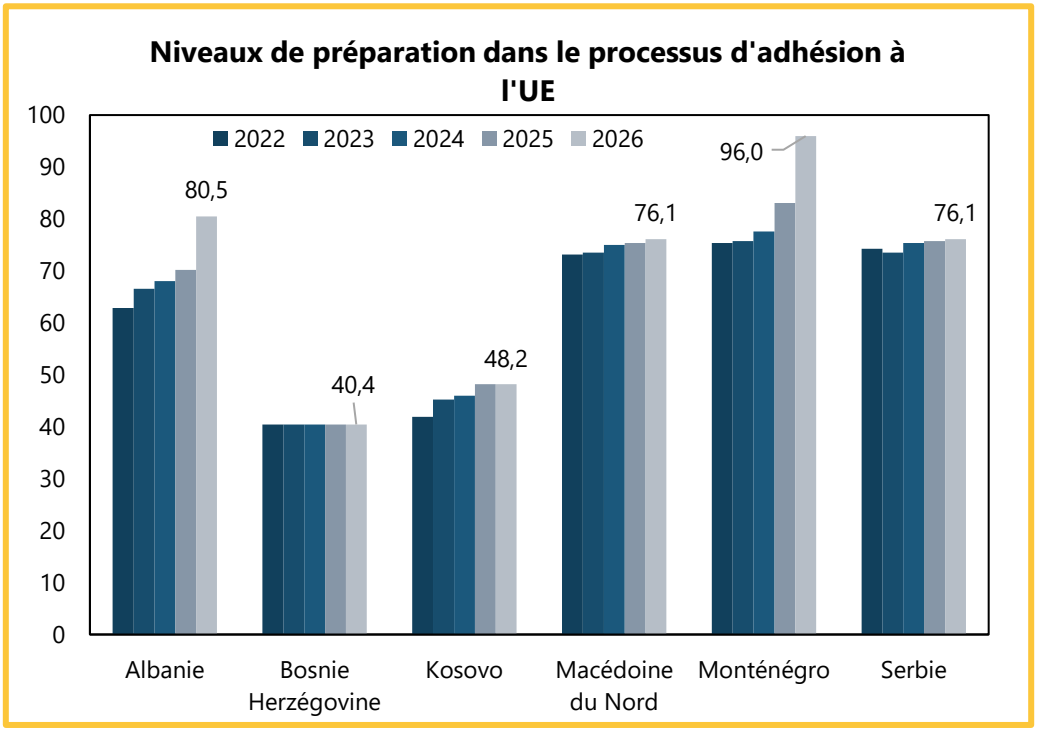
Pour les autres, il faudra attendre le premier trimestre 2027 et les futurs dialogues bilatéraux sur l'intégration graduelle que la Commission a promis d'organiser pour savoir s'ils seront éligibles à ce type de dispositif.

Dans le reste des actualités de la semaine :

- La faillite d'Alta Banka en Serbie ;
- Présentation des budgets pour 2027 en Albanie, au Kosovo et en Macédoine du Nord ;
- Un déficit public moindre que prévu au Monténégro.

Bonne lecture,

Le graphique de la semaine



NB : Chaque chapitre est noté selon le niveau de préparation retenu par la Commission (1 = « early stage » à 4 = « good level ») ; la note obtenue est ensuite ramenée sur 100 (4 = 100).

Source : rapports annuels de la Commission européenne (2022-2026), calculs SER.

Région

Le commerce extérieur au cœur du rapport d'automne de la Banque mondiale sur les BO

La Banque mondiale a publié le 27 octobre son rapport économique d'automne sur les Balkans occidentaux, consacré cette année au commerce extérieur de la région. Bien que les Balkans occidentaux apparaissent très ouverts, les échanges de biens et services atteignant 107 % du PIB régional en 2025, les entreprises peinent à se maintenir sur les marchés étrangers. Seuls 23 % (Serbie) à 39 % (Kosovo) des nouvelles relations d'exportation survivent à leur première année, et 1 % à 4 % atteignent la cinquième. Les droits de douane, largement supprimés, ne sont plus le principal obstacle. Les normes, contrôles, certifications et restrictions sur les services pèsent désormais davantage. Selon la Banque mondiale, l'enjeu est désormais de favoriser l'inscription durable des entreprises des Balkans occidentaux dans les échanges internationaux.

Forum économique : *Western Balkans 2030* à Budva

La deuxième édition du forum régional *Western Balkans 2030* se tient les 5 et 6 novembre 2026 à Budva, au Monténégro. Organisé par le média *The Region*, il réunit des dirigeants d'entreprises, des investisseurs, des représentants d'institutions financières internationales et des responsables politiques. Parmi les intervenants figurent E. Solovova, responsable de la BERD pour le Monténégro, N. Nišić, ministre monténégrine du Travail, et N. Drakić, présidente de la Chambre de commerce du Monténégro. Les échanges portent sur la question *What will shape the Western Balkans through to 2030?*, tandis que les thèmes abordés sont l'investissement, la transition énergétique, l'avenir du travail, le capital humain, les nouvelles technologies et la santé. Le forum vise aussi à renforcer la coopération économique régionale et les liens entre milieux d'affaires.

Albanie

Budget 2027 : un déficit prévu à 2,3 % du PIB

Présenté au Parlement le 29 octobre, le projet de budget pour 2027 prévoit des dépenses de 10,7 Mds EUR (+ 7,6 % par rapport à 2026), portées notamment par les retraites et les investissements publics, ces

derniers devant atteindre 6,8 % du PIB. Les recettes progresseraient de 7,7 %, à 10 Md EUR, maintenant le déficit à 2,3 % du PIB, comme prévu pour 2026, soit environ 748 M EUR en 2027. Fondé sur des hypothèses de croissance réelle de 3,9 % et d'inflation de 3,0 %, le projet prévoit une nouvelle baisse du ratio de dette publique sur PIB. La Banque d'Albanie soutient ces orientations qu'elle juge conformes à la loi organique budgétaire.

Bosnie-Herzégovine

Hausse des recettes fiscales indirectes de 6,1 % en g.a.

Les recettes fiscales indirectes en Bosnie-Herzégovine ont progressé de 6,1 % en g.a. fin octobre 2026, pour atteindre 10,7 Mds BAM (5,47 Mds EUR). Après remboursements de TVA (1,82 Mds BAM), les recettes nettes distribuées se sont élevées à 8,88 Mds BAM (4,54 Mds EUR), en hausse de 7,5 %. Les transferts ont bénéficié à la Fédération 4,93 Mds BAM (2,52 Mds EUR), à la Republika Srpska 2,76 Mds BAM (1,41 Md EUR) et au district de Brčko 278 M BAM (142 M EUR). Le financement des institutions de l'Etat a représenté 846 M BAM (432 M EUR).

Hausse des recettes fiscales indirectes de 6,1 % en g.a.

La Republika Srpska envisage la création d'un fonds d'investissement. La Banque d'investissement et de développement (IRB RS) et le Fonds de réserve des pensions (PREF) prévoient de créer un fonds destiné à investir en Bosnie-Herzégovine et à l'étranger. Le projet nécessite au préalable une modification de la loi encadrant l'IRB RS, afin de l'autoriser à constituer une société de gestion. Les modalités d'investissement, la taille et le calendrier de création de ce fonds n'ont pas été précisés. Cette initiative intervient dans un contexte de recours accru à l'endettement : la dette publique de l'entité atteignait 6,3 Mds BAM (3,2 Mds EUR), soit 31,3 % du PIB, fin mars, tandis que les emprunts prévus pour 2027-2029 s'élèvent à 6,4 Mds BAM (3,3 Mds EUR).

Kosovo

4,7 Mds EUR de dépenses pour le projet de budget 2027

Le gouvernement kosovar a adopté le 2 novembre le projet de budget 2027, d'un montant de 4,27 Mds EUR (soit 32,8 %). Il dépasse de 300 M EUR le budget initial 2026 et de 200 M EUR le budget révisé. Les subventions et transferts sociaux constituent le premier poste de dépense avec 1,45 Md EUR (11,2 % du PIB), soit une hausse de +6,5 % par rapport au budget 2026. La hausse provient essentiellement des retraites et des allocations familiales, qui augmenteront de 25 % au 1er janvier 2027. La masse salariale pour les agents publics atteint 1,1 Md EUR (8,3 % du PIB), tandis que 1,1 Md EUR (8,2 % du PIB) sera consacré aux investissements publics. Le projet de budget doit être désormais adopté par le Parlement d'ici la fin d'année 2026.

Appel d'offres de 7,2 M EUR pour la signalisation et l'éclairage des routes

Le ministère kosovar des Infrastructures a lancé un appel d'offres d'une valeur de 7,2 M EUR. Ce dernier porte sur la signalisation, l'éclairage public, les feux de circulation et les glissières de sécurité. Si le Kosovo affiche le taux de mortalité routière le plus faible des Balkans occidentaux (62 décès par million d'habitants en 2025, contre 78 en moyenne dans la région), ce taux reste supérieur de 44 % à la moyenne de l'UE (43 décès par million d'habitants).

Macédoine du Nord

Budget 2027 : déficit prévu à 3,5 % du PIB

Le gouvernement a adopté, le 3 novembre, une version amendée du projet de budget rectificatif 2026, réduisant les recettes et les dépenses de 86 M EUR chacune, sans modifier le déficit nominal prévu de 753 M EUR, désormais estimé à 3,9 % du PIB.

Le gouvernement a également adopté le projet de budget 2027, présenté le 30 octobre, qui prévoit des recettes de 6,4 Mds EUR (+ 5,7 %) et des dépenses de 7,2 Mds EUR (+ 4,8 %). Le déficit serait ramené à 3,5 % du PIB, soit 732 M EUR. Les investissements atteindraient 663 M EUR, tandis que

les transferts sociaux représenteraient 3,6 Mds EUR, dont 2,0 Mds EUR pour les retraites. Le texte doit encore être adopté par le Parlement.

Reprise des vols Skopje-Dubaï

La compagnie aérienne Fly Dubai a annoncé la reprise des vols entre les aéroports de Skopje et de Dubaï à compter du 1er avril 2027. Initialement lancée en 2012, la ligne était suspendue depuis 2020 en raison de la pandémie de Covid-19 et des restrictions sanitaires mondiales. La réouverture de cette ligne, à fréquence de trois vols hebdomadaires, devrait contribuer à renforcer la connectivité de la capitale macédonienne en offrant des connexions vers l'Asie et l'Afrique.

Prudence de la NBRNM face à la crise de la Banque Alta Banka

Suite à la faillite d'Alta Banka en Serbie (à lire ci-après), en raison d'une détérioration de la situation financière de la Banque, la Banque Nationale de Macédoine du Nord met en place des mesures temporaires de protection en limitant les opérations de retrait à 10 000 MKD/ semaine (environ 160 EUR). La faillite de la maison mère ne représente toutefois pas de risque systémique puisque la filiale Alta Bank Bitola ne représente qu'1,2 % des parts du marché bancaire macédonien. Malgré la faillite de la maison mère, la filiale Alta Bank Bitola, continue d'opérer sous administration provisoire jusqu'à changement de propriétaire.

Monténégro

Appel d'offres pour l'amélioration de la sécurité des passages ferroviaires

Le ministère des Transports du Monténégro a lancé un appel d'offres pour la conception et l'installation d'équipements sur les lignes Bar- Podgorica–Nikšić visant à améliorer la sécurité des passages ferroviaires. S'inscrivant dans la phase 2 du projet de facilitation du commerce et des transports dans les Balkans occidentaux (TTFP), il est financé par la Banque mondiale à hauteur de 15 M USD. La date limite pour les soumissionnaires est fixée au 16 décembre 2026.

Le déficit budgétaire inférieur aux prévisions à fin septembre

Le déficit budgétaire a atteint 124 M EUR (1,4 % du PIB estimé) sur les neuf premiers mois de 2026, soit 31,4 % de moins que prévu. Cette amélioration tient à la progression des recettes (+10,3 % en g.a., à 2,3 Mds EUR), supérieure aux prévisions de 2 %, qui a compensé la hausse des dépenses (+11,7 %, à 2,4 Mds EUR), restées légèrement sous leur niveau programmé. La TVA, principale source de recettes, a progressé de 7,3 % à 1,11 Md EUR. Les dépenses d'investissement ont augmenté de 48,4 % à 279M EUR, dépassant de 6,6 % les prévisions. L'excédent courant s'est établi à 154 M EUR.

Risques macroprudentiels liés au crédit et à l'immobilier

Selon l'analyse macroprudentielle de la CBCG du 3 novembre, le risque systémique demeure modéré, le secteur bancaire restant bien capitalisé et liquide. L'accélération du crédit constitue toutefois un facteur de vulnérabilité : fin juin 2026, les prêts aux ménages et aux entreprises progressaient respectivement de 17,8 % et 14,5 % en g.a. La hausse des prix immobiliers, à des niveaux historique et l'augmentation de 20,7 % des crédits immobiliers renforcent les risques de correction. Ces risques sont atténués par la solidité du secteur, dont le ratio de fonds propres atteignait 21,1 % et les créances douteuses 2,5 % des prêts.

Serbie

Faillite d'Alta banka et risques de contagion à l'économie réelle

La Banque nationale de Serbie (NBS) a retiré, dans la nuit du 30 au 31 octobre 2026, l'agrément d'Alta Banka en raison de la dégradation de sa situation financière et de ses tensions de liquidité, ouvrant la voie à une procédure de faillite. Si l'établissement ne représentait qu'environ 3 % des actifs bancaires, son rôle dans la collecte et le traitement des paiements d'EPS, du ministère de l'Intérieur, d'Air Serbia et d'autres entités publiques lui conférait une importance opérationnelle dépassant son poids dans le secteur. Sa défaillance expose aussi certaines entreprises clientes, notamment dans la grande distribution, et leurs fournisseurs à

des risques de perturbation des paiements. Par ailleurs, des transferts présumés de liquidités vers Moscou et Skopje, signalés à la NBS le 27 octobre et les soupçons de retrait massif en cash (381 M EUR) par le fondateur font l'objet d'une enquête du Parquet spécial chargé de la lutte contre la criminalité organisée. L'affaire soulève des questions sur la supervision bancaire, la concentration des circuits d'encaissement publics et les éventuelles expositions à des opérations de contournement des sanctions internationales.

Sanctions américaines : nouvelle prolongation de la licence pour NIS

Le 30 octobre, le Département du Trésor américain, via l'OFAC, a renouvelé la licence spéciale, reportant une nouvelle fois la mise en œuvre complète des sanctions contre NIS jusqu'au 11 décembre. Pour rappel, la compagnie pétrolière serbe est sous sanctions américaines depuis janvier 2025 car détenue à hauteur de 56 % par la société russe Gazprom. En janvier 2026, Gazprom a accepté de céder sa participation à la compagnie hongroise MOL mais les négociations n'ont toujours pas abouti. Le 30 octobre, l'opérateur croate d'oléoducs JANAF a aussi reçu une nouvelle licence de l'OFAC l'autorisant à poursuivre ses livraisons de pétrole brut à NIS jusqu'au 11 décembre également.

Cession du groupe Gigatron au slovène Bidigital Investments

Le fondateur de Gigatron a annoncé avoir signé un accord avec la société slovène Bidigital Investments en vue de la cession de 100 % du capital du distributeur d'électronique serbe. Bidigital est le propriétaire de la chaine concurrente Big Bang. Le nouvel ensemble devrait représenter un chiffre d'affaires de 550 M EUR, comprenant 90 magasins et 1700 employés dans quatre pays. Le montant de la transaction, qui doit encore être approuvée par les autorités, n'a pas été dévoilé.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Alexis CHAUMET, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Victoria NICAUT, Fabrice PAYA, Gautier POUPON, Pierre SENTENAC, Aleksandra VASILJEVIC

Abonnez-vous